

Kenya

L'économie kenyane a connu un taux de croissance de 5 % en 2010, soit presque deux fois celui de 2009. Les prévisions positives pour 2011 sont atténuées par la vulnérabilité du Kenya à l'égard des risques climatiques et par la nécessité de diversifier son économie. Un nouveau choc politique pourrait en outre compromettre les récents progrès économiques et sociaux.

Le programme de stimulation économique du gouvernement a joué un rôle important dans la stimulation des projets d'infrastructures et l'accès au crédit pour les PME. Des performances économiques plus soutenues et le redressement progressif de l'économie mondiale en 2010 ont contribué à un rebond des échanges à la bourse de Nairobi (NSE).

Depuis le début des années 2000, le Kenya a établi de nouveaux partenariats économiques avec des pays du Moyen-Orient et d'Extrême-Orient, en particulier la Chine.

La performance macroéconomique de l'économie kenyane s'est significativement améliorée en 2010 par rapport à 2009. Alors que l'économie a progressé de 2.6 % en 2009, on estime que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a presque doublé pour atteindre 5 % en 2010. Cette augmentation peut être attribuée à une bonne pluviométrie en 2010 et à des prix plus élevés à l'exportation des produits kenyans sur les marchés mondiaux. L'abondance de la production agricole conjuguée à une concurrence accrue dans des secteurs clés des services a contribué à contenir l'inflation en 2010. Mais l'économie kenyane doit relever deux défis : la diversification et la diminution de sa dépendance à l'égard des caprices de la nature.

Les prévisions pour 2011 sont prometteuses et une combinaison de tendances pourrait conforter des perspectives positives à court et moyen terme. L'approbation de la constitution, l'investissement continu dans les infrastructures et les politiques gouvernementales visant au développement du secteur privé sont autant de facteurs qui devraient contribuer à l'instauration d'un environnement plus propice aux affaires et au renforcement d'un secteur privé dynamique.

De surcroît, une intégration régionale plus poussée et le lancement du marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) créent un espace unique d'échanges et d'investissement grâce auquel les sociétés kenyanes pourront accéder à un marché plus vaste. Enfin, la prudence affichée de la politique monétaire et budgétaire devrait entraîner une réduction de l'inflation et maintenir des taux d'intérêt bas, de nature à créer un environnement macroéconomique crédible et stable. Au regard de ces perspectives, l'économie kenyane devrait connaître une croissance de 5.3 % en 2011 et de 5.5 % en 2012, selon les estimations.

Deux défis majeurs risquent toutefois d'atténuer cette perspective positive. D'une part, le Kenya doit réduire sa forte dépendance à l'égard de la production agricole pour limiter sa vulnérabilité aux risques climatiques en diversifiant son économie. D'autre part, une nouvelle menace d'instabilité politique pèse sur le Kenya à l'approche des élections de 2012.

L'inculpation par la Cour pénale internationale de six responsables kenyans, dont le ministre des Finances et le vice-Premier ministre en poste, pour des crimes qu'ils auraient commis lors des violences post-électorales de 2007, est un facteur supplémentaire d'incertitude.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	2.6	5	5.3	5.5
Inflation IPC	10.5	4.1	9.8	7.6
Balance budgétaire % PIB	-5.4	-5.8	-6.8	-7.1
Balance courante % PIB	-5.3	-7.8	-8.5	-9.1

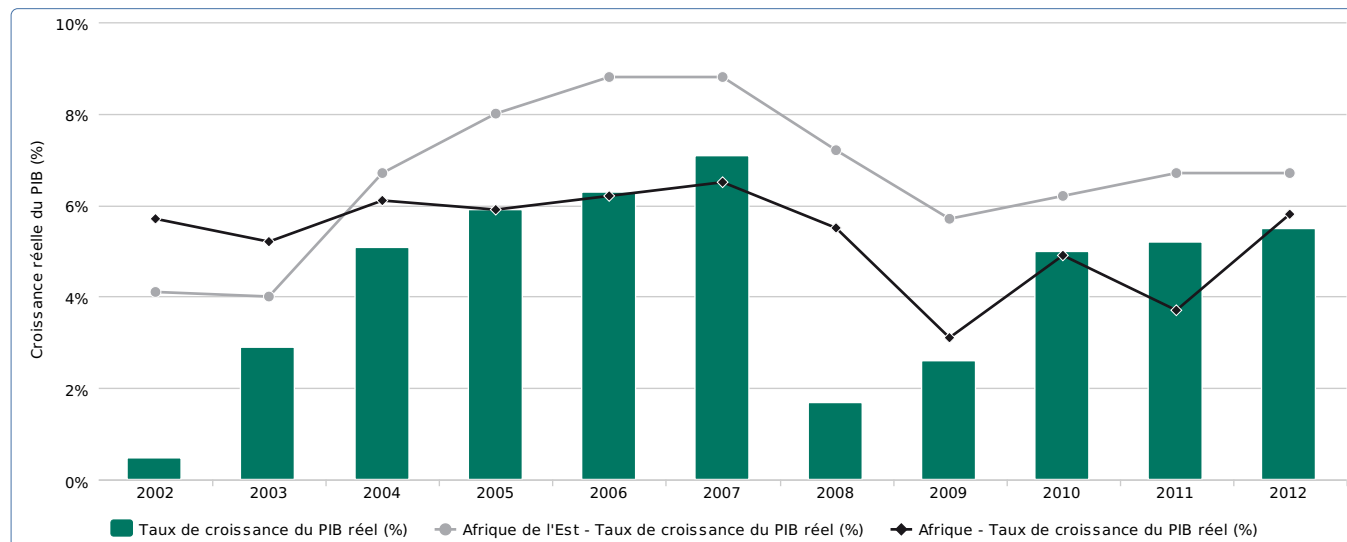
Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1)/juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414402>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412046>